



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 10, novembre 2012

## Victoire d'Obama à la présidentielle américaine : entre la stabilité démocrate et l'obstruction républicaine

Résumé analytique : La victoire du président Obama lui permettra de mener à terme sa politique commerciale. La promotion des exportations et un pivotement vers l'Asie ont marqué les quatre premières années au pouvoir de son administration. À ces deux objectifs devrait s'y ajouter un troisième : le renforcement de l'axe transatlantique alors que le début des négociations commerciales avec l'Union européenne est attendu au printemps 2013.

Le président Obama fera cependant face à deux obstacles de taille. D'abord, une Chambre des représentants républicaine qui lui est farouchement hostile. Ensuite, une économie nationale qui fait du surplace et qui continuera à en faire si aucun compromis n'est trouvé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013. C'est à ce moment qu'entreront en vigueur des compressions budgétaires automatiques, gracieuseté des conservateurs fiscaux républicains. À l'image de ses quatre premières années de mandat, la dynamique politique du Congrès et les difficultés économiques pourraient mettre un frein aux ambitions du président.

En matière de commerce, les négociations de l'Accord stratégique transpacifique de partenariat économique (TPP) monopoliseront l'attention médiatique en 2013. Avec l'entrée du Mexique et du Canada dans les négociations, l'accord gagne en importance. Le Japon et la Corée du Sud pourrait suivre, ce qui créerait alors le modèle d'accord d'intégration économique régional de l'Asie-Pacifique tant souhaité par le président Obama.

---

Victoire d'Obama à la présidentielle américaine : entre la stabilité démocrate et l'obstruction républicaine .....	2
Perspective canadienne sur le Partenariat Transpacifique (TPP).....	3
Libre-échange États-Unis / Europe : des négociations au printemps 2013?.....	5
Études économiques et articles connexes .....	8

---



## Victoire d'Obama à la présidentielle américaine

### *2 axes : Concurrence loyale et Asie*

Le président Obama a rappelé à plusieurs reprises durant la campagne électorale les orientations mises de l'avant par son administration à partir de 2010. Ces priorités ont pour la plupart été présentées dans le cadre de l'*Initiative nationale pour les exportations* (NEI) dévoilées lors du discours sur l'état de l'union du 27 janvier 2010<sup>1</sup> : l'objectif était de doubler la valeur des exportations entre 2010 et 2014, rien de moins.<sup>2</sup> Pour y parvenir, un ensemble de mesures ont été mises en place, allant de la promotion des exportations aux réformes administratives en passant par le respect des engagements commerciaux des partenaires.

En pratique, cette politique s'est déployée autour de deux axes. Le premier axe visait à imposer des conditions de concurrence loyale et à assurer le respect des engagements commerciaux. Ainsi, les accords de libre-échange datant de l'ère Bush ont-ils été revus; un nombre record de demandes d'arbitrage a été déposé auprès de l'Organe de règlement des différends (ORD) à l'OMC; les pressions diplomatiques sur la Chine ont été intensifiées; le modèle des accords commerciaux et des traités bilatéraux sur l'investissement (TBI) a été révisé; et plus significativement encore, une unité chargée d'enquêter sur les pratiques commerciales déloyales (*Trade Enforcement Unit*) a été mise sur pied avec le mandat de coordonner les démarches légales du département du Commerce et de l'USTR contre les pays contrevenants à leurs obligations internationales.

*« Pour créer de nouveaux emplois, réformer la fiscalité n'est pas suffisant, nous avons plutôt proposé de doubler nos exportations. Au rythme où croissent nos exportations, nous atteindrons cet objectif, qui est un des engagements que j'ai pris lors de ma présidence. Cela crée des dizaines de milliers d'emplois à travers le pays. Voilà pourquoi nous continuons de travailler à conclure des accords de libre-échange, des accords qui s'assurent cependant d'offrir de réelles opportunités pour les travailleurs et les entreprises américaines »*

— Barack Obama, 2<sup>e</sup> débat présidentiel, 16 octobre 2012

Le deuxième axe visait à recentrer la politique commerciale vers l'Asie, avec pour fer de lance les négociations autour d'un Accord stratégique transpacifique de partenariat économique (TPP). Ces négociations marquent le retour des États-Unis en Asie après les années de politique de la chaise vide et redonnent vie au projet de zone de libre-échange Asie-Pacifique, plus ou moins abandonné par l'APEC et ses membres. Entamées sous l'administration Bush, ces négociations ont été développées et ont pris l'importance qu'on leur connaît aujourd'hui sous la présente administration.

### *Résumé de campagne*

Les enjeux de politique intérieure ont marqué les débats tout au long de la campagne électorale. Sur le terrain de la politique étrangère, le président Obama a dû défendre son bilan envers la Chine. Le géant asiatique et premier partenaire commercial des États-Unis était perçu par les deux candidats comme le mauvais élève du régime commercial international.

L'administration Obama a déposé huit plaintes contre la Chine à l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC au cours de son premier mandat.

Elle a aussi imposé des droits compensateurs sur de nombreux produits, allant de la haute technologie comme les panneaux solaires aux produits manufacturés de masse comme les pneus. L'administration Obama juge que ces pratiques liées à une diplomatie active sont suffisantes pour contraindre la Chine à modifier progressivement ses pratiques commerciales jugées protectionnistes.

La question de la sous-évaluation du renminbi, la monnaie chinoise, a aussi refait surface à de nombreuses reprises, le candidat Mitt Romney accusant le président et son administration de laxisme. Aux yeux de ce dernier, l'ancrage du renminbi au dollar élimine l'effet de la dépréciation du dollar tout en maintenant les exportations chinoises à des niveaux très élevés. Rappelons que le déficit commercial

<sup>1</sup> Pour consulter le discours sur l'état de l'union du 27 janvier 2010, voir :

<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=87433>

<sup>2</sup> Pour consulter le rapport explicitant l'Initiative nationale pour les exportations, voir :

[http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/nei\\_report\\_9-16-10\\_full.pdf](http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/nei_report_9-16-10_full.pdf)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 10, novembre 2012

gigantesque des États-Unis avec la Chine s'est élevé en 2011 à près de 300 milliards de USD. La situation est cependant moins alarmante que les candidats aimeraient le croire, la valeur du renminbi s'étant appréciée de 40 % en terme réel face au dollar depuis 2005.<sup>3</sup>

En campagne électorale, le président a défendu son bilan en matière de libre-échange. Son administration a obtenu des modifications aux accords de libre-échange avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie. Elle a aussi renouvelé et bonifié le programme d'aide à l'ajustement commercial (PAAC). Il s'est positionné en défenseur du libre-échange, arguant tout comme son adversaire que l'ouverture des marchés étrangers était un moteur de croissance pour l'économie américaine.

### *Les politiques à venir*

Aucun changement de cap important n'est prévu pendant le deuxième mandat de l'administration Obama. La plateforme du parti démocrate rappelait les deux grands objectifs de la politique commerciale d'Obama, soit : l'imposition d'un régime commercial équitable et ouvert par l'entremise de moyens légaux (ORD, TEU, droits compensateurs, etc.) et la poursuite d'une politique active d'ouverture des marchés étrangers aux produits américains par l'entremise d'accords commerciaux.

Concrètement, les priorités de l'administration Obama au cours des deux prochaines années devraient se concentrer sur la négociation du TPP, la négociation d'un accord de libre-échange (ALE) avec l'Union européenne et sur la recherche d'un rééquilibrage commercial avec la Chine.

La majorité républicaine à la Chambre des représentants laisse cependant entrevoir de nouvelles manœuvres d'obstruction qui

*« Nous croyons que la Chine peut être un partenaire, mais nous envoyons aussi un signal clair que l'Amérique est une puissance du Pacifique, que nous y maintenons une présence. [...] Et nous organisons un réseau d'alliances commerciales avec des pays autres que la Chine afin que la Chine se sente presser d'adopter les standards internationaux minimaux. »*

— Barack Obama, 3<sup>e</sup> débat présidentiel, 22 octobre 2012.

limiteront les initiatives de l'exécutif. La signature d'un ALE avec l'Union européenne exigera l'obtention d'une nouvelle autorité de négociation de la part du Congrès (procédure fast-track), ce qui mettra les talents de diplomate du président à rude épreuve.

Pour une analyse exhaustive de la politique commerciale sous Obama, consulter la Chronique commerciale américaine vol. 5, no 9, de septembre 2012, en ligne :

[http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=7964](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7964)

Pour consulter la transcription des débats présidentiels, voir :

<http://www.presidency.ucsb.edu/debates.php>

Pour consulter la plateforme électorale démocrate 2012, voir :

<http://assets.dstatic.org/dnc-platform/2012-National-Platform.pdf>

Sources : Erik Wasson, « Romney says Obama has 'no trade agenda to speak of' », *The Hill*, 8 octobre 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/260767-romney-says-obama-has-no-trade-agenda> ; Julianna Goldman, « Romney Hits Obama on Trade Deals Relying on Narrow Distinction », *Bloomberg*, 9 octobre 2012, en ligne :

<http://www.bloomberg.com/news/2012-10-08/romney-relies-on-narrow-distinction-to-score-obama-on-trade-deal.html> ; Doug Palmer, « Factbox: Obama, Romney spar on China, other trade issues », *Reuters*, 2 novembre 2012, en ligne :

<http://www.bloomberg.com/news/2012-10-08/romney-relies-on-narrow-distinction-to-score-obama-on-trade-deal.html>

---

### Perspective canadienne sur le Partenariat Transpacifique (TPP)

Depuis les années 1980, deux grandes orientations ont caractérisé la politique commerciale du Canada. D'abord, à travers l'ALENA, les gouvernements canadiens se sont concentrés à bâtir un marché intégré avec les États-Unis. Ensuite, à travers le processus GATT/OMC, ils ont été de fervents défenseurs de la libéralisation multilatérale des marchés. La crise financière de 2007-08 et l'échec de Doha sont venus bouleverser ces orientations historiques. C'est dans ce contexte de marasme économique aux États-Unis et de recherche d'alternative au multilatéralisme qu'il faut replacer l'intérêt du Canada à joindre l'Accord

---

<sup>3</sup> William R. Cline et John Williamson, « Estimates of Fundamental Equilibrium Exchange Rates, May 2012 », *Peterson Institute Policy Brief 12-14*, mai 2012, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2126>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 10, novembre 2012

stratégique transpacifique de partenariat économique (TPP).

Au cours des dernières années, le gouvernement canadien a multiplié les initiatives pour ouvrir les marchés étrangers. Le Canada a maintenant huit accords de libre-échange (ALE) en vigueur, deux autres sont conclus et attendent d'être ratifiés par le parlement et un ensemble de négociations commerciales sont en cours avec des marchés importants comme l'Union européenne, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud.<sup>4</sup>

En matière d'investissement, le Canada a été encore plus actif et un ensemble de 24 Accords de promotion et de protection des investissements étrangers (APIE) sont en vigueur, sans compter 8 APIE qui attendent d'être ratifiés par le parlement et 12 autres qui sont en cours de négociation. De ces 44 APIE, 24 ont été conclus ou entamés au cours des quatre dernières années.<sup>5</sup>

L'intérêt du Canada à joindre le TPP est donc double. D'une part, il permet une mise à jour de l'ALENA, un accord statique depuis son entrée en vigueur. Dans ce contexte, les intérêts offensifs canadiens se situent au niveau de l'harmonisation réglementaire, d'un meilleur accès aux marchés publics et surtout dans l'abandon des mesures de soutien américaines discriminatoires dites « *buy american* ».

D'autre part, l'adhésion au TPP fait partie d'une stratégie agressive de diversification des marchés menée par le gouvernement conservateur de Stephen Harper. Ce dernier considère le Canada trop dépendant du marché américain. Plus l'économie canadienne se primarise, plus elle devra atteindre de nouveaux marchés. Les délais d'approbation réglementaire du projet de pipeline Keystone XL ont convaincu le gouvernement canadien d'accroître ses efforts en ce sens.

De plus, les exportations canadiennes vers les États-Unis stagnent, alors qu'elles sont en forte croissance dans les économies asiatiques avec

qui le Canada n'a pas historiquement de liens commerciaux importants. Le Canada négocie déjà des accords de libre-échange avec le Japon et la Corée qui pourraient se joindre éventuellement au TPP, ce qui en ferait un accord régional majeur.

### *Les entreprises américaines à l'assaut du marché canadien*

L'accession au TPP aura cependant un coût. Lors d'une récente consultation publique, les entreprises américaines ont fait connaître leurs intérêts offensifs envers le Canada. Il apparaît évident que des pans entiers de l'économie canadienne feront l'objet de pressions de la part de Washington. Les entreprises américaines voudraient voir libéraliser des secteurs sensibles comme la gestion de l'offre en agriculture ou le régime de protection des droits de propriété intellectuelle canadien, notamment en ce qui a trait à la gestion des brevets pharmaceutiques, ce qui pourraient entraîner une hausse importante des coûts pour le système de santé publique. Même la culture à travers les quotas de contenu national et les règles sur l'investissement étranger dans le secteur de la radiodiffusion sont ciblées.

Les intérêts des parties intéressées et ceux retenus par le bureau du représentant américain au commerce (USTR) peuvent évidemment diverger, mais ils forment généralement la position de base des négociateurs américains. La question reste de savoir qu'elle partie de l'économie canadienne le gouvernement Harper est prêt à troquer contre l'ouverture de nouveaux marchés en Asie-Pacifique. Une partie de la réponse pourrait être donnée lors de la conclusion de l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, attendue avant la fin de 2012. Chose certaine, nous en saurons davantage à partir de décembre alors que le Canada se joindra officiellement aux négociations sur le TPP.

Pour une perspective des entreprises canadiennes sur le TPP, voir la conférence prononcée par John Manley, président du Conseil canadien des chefs d'entreprises et ancien ministre libéral, au *Center for Strategic and International Studies*, à Washington, le 20 septembre 2012, en ligne : <http://csis.org/event/trans-pacific-partnership-canadian-perspective>

<sup>4</sup> Pour la liste complète, consulter le site du MAECI : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/index.aspx?lang=fr&view=d>

<sup>5</sup> Pour la liste complète, consulter le site du MAECI : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/index.aspx?lang=fr&view=d#APIE>



# Chronique commerciale américaine

## Bulletin d'information, vol. 5, no 10, novembre 2012

Pour consulter les commentaires publics des parties intéressées concernant l'accèsion du Canada au TPP, consulter la base de données suivante : <http://www.regulations.gov/>

### Libre-échange États-Unis / Europe : des négociations au printemps 2013 ?

De plus en plus de sources indiquent que les États-Unis et l'Union européenne entameront à partir de 2013 la négociation d'un accord de libre-échange (ALE) transatlantique, et ce, indépendamment du résultat de l'élection américaine. Le parlement européen a adopté une résolution en ce sens le 23 octobre dernier.<sup>6</sup> Les conclusions finales du groupe de travail de haut niveau sur la croissance et l'emploi mis en place dans le cadre du Conseil économique transatlantique (CET) ne seront connues qu'après l'élection présidentielle américaine, bien que leur issue ne fasse plus de doute.<sup>7</sup>

L'ALE en profondeur devrait couvrir la plupart des enjeux liés au commerce, mais il appert que les groupes de négociateurs se soient entendus pour mettre de côté certains sujets sensibles comme l'agriculture ou les indications géographiques, qui ne feront pas l'objet d'une libéralisation complète ou qui ne seront traités que superficiellement. Un des objectifs du groupe de travail de haut niveau sur la croissance et l'emploi était justement d'identifier l'étendue des compromis possibles entre les deux partenaires afin d'éviter

«La résolution du Parlement contribue aux activités du groupe de travail de haut niveau sur la croissance et l'emploi, qui explore les options pour encourager l'emploi et la croissance des deux côtés de l'Atlantique. La Commission européenne espère que les négociations pourront commencer début 2013.»

— Commission européenne, communiqué de presse, 23 octobre 2012

«Le groupe de travail de haut niveau en arrive à la conclusion préliminaire qu'un accord complet qui couvrirait un large éventail de politiques commerciales et de politiques d'investissements [...] permettrait d'obtenir les gains les plus importants parmi les options que nous avons considérées..»

— Rapport intermédiaire du groupe de haut niveau sur l'emploi et la croissance, 19 juin 2012

que des négociations globales n'achoppent sur des questions sensibles.

Les tarifs entre les États-Unis et l'Europe sont très bas (moins de 5 % en moyenne). L'objectif de l'accord est certes d'éliminer la plupart des barrières tarifaires, mais surtout d'éliminer les barrières non tarifaires. Le gouvernement américain et la Commission européenne espèrent qu'un ALE bilatéral dynamisera le commerce dans le contexte d'incertitude économique actuel. La croissance américaine, historiquement tirée par la consommation, peine à se remettre de la crise et l'Union européenne souffre de l'instabilité engendrée par la crise de la dette de ses pays membres.

### *L'ALE devrait couvrir trois catégories d'entraves au commerce*

Concernant l'accès aux marchés, l'ALE devrait éliminer la plupart des tarifs applicables sur les marchandises et contenir des chapitres sur le commerce des services, sur les investissements et sur les marchés publics.

Les négociations devraient ensuite porter sur la cohérence des dispositions réglementaires qui doivent réduire progressivement les coûts d'exportation « après la frontière ». Sont notamment concernées les procédures douanières et les normes sanitaires et phytosanitaires (SPS). Les États-Unis et l'Union européenne ont des normes différentes sur un ensemble de produits comme les automobiles, les produits pharmaceutiques ou les produits chimiques, ce qui peut engendrer des coûts de conformité supplémentaires pour les entreprises exportatrices qui font face à un dédoublement des régimes réglementaires. Le CET avait déjà pour mandat d'identifier ces obstacles, l'ALE devrait permettre d'institutionnaliser les procédures d'harmonisation réglementaire.

Enfin, troisième domaine de négociation : les règles de fonctionnement des marchés. Les

<sup>6</sup> Parlement européen, « Un accord commercial avec les États-Unis mais pas à n'importe quel prix », 23 octobre 2012, en ligne : <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/pressroom/content/20121019IPR54034/html/Un-accord-commercial-avec-les-%C3%89tats-Unis-mais-pas-%C3%A0-n%27importe-quel-prix>

<sup>7</sup> Pour plus de détails sur les conclusions préliminaires du groupe de travail de haut niveau sur la croissance et l'emploi, consulter la Chronique commerciale américaine vol. 5, no 7, de juillet 2012, en ligne : [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=7699](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7699)



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 10, novembre 2012

## Statistiques du commerce entre les États-Unis et l'Union européenne (UE)

(en milliards de \$ US, pour l'année 2011)

Les États-Unis et l'UE et comptent pour près de la moitié du PIB mondial  
Le commerce bilatéral entre les États-Unis et l'UE représente le tiers du commerce mondial

Total des échanges bilatéraux :	962,5
Exportations de marchandises américaines vers l'UE :	268,4
Importations de marchandises américaines depuis l'UE :	368,5
Exportations de services américaines vers l'UE :	188,8
Importations de services américaines depuis l'UE :	136,8
Total des investissements directs bilatéraux :	3667,8
Stock d'investissements directs américains en UE :	2094,4
Stock d'investissements directs de l'UE aux États-Unis :	1573,4

chapters d'un futur ALE devraient couvrir la concurrence, les droits de propriété intellectuelle et les sociétés d'État.

### Contexte

Le projet d'ALE entre les États-Unis et l'Union européenne est né de la démarche initiée par les gouvernements Bush et Merkel. Un Conseil économique transatlantique (CET) fut ainsi mis en place en 2007 avec le mandat de réunir chaque année les responsables au commerce des deux partenaires et de faciliter l'intégration des deux économies en identifiant les obstacles au commerce et les obstacles réglementaires. En dernière instance, l'objectif était de faire émerger un marché transatlantique harmonisé. Ces réunions ont permis entre autres de standardiser certaines normes et d'élaborer des positions communes relatives à l'investissement, aux comptes nationaux, à la sécurité frontalière et aux procédures douanières.

Lors du sommet entre l'Union européenne et les États-Unis qui s'est tenu à Washington le 28 novembre 2011, les leaders Européens et Américains ont annoncé la création d'un groupe de travail de haut niveau sur la croissance et l'emploi intégré au CET.<sup>8</sup> Ce groupe de travail, dirigé par le représentant américain au commerce, Ron Kirk, et par le

Commissaire européen au Commerce, Karel de Gucht, a pour objectif de dresser un portrait exhaustif des obstacles au commerce des possibilités d'intégration entre les deux partenaires.

Le groupe de travail de haut niveau sur la croissance et l'emploi a pour mandat d'identifier :

- Les barrières conventionnelles au commerce des marchandises comme les tarifs et les contingents tarifaires;
- Les possibilités de réduction, d'élimination ou de prévention des obstacles au commerce des marchandises, des services et des investissements;
- Les opportunités d'harmonisation réglementaires;
- Les moyens de faciliter, de réduire ou d'éliminer les procédures douanières et les restrictions réglementaires « après la frontière »;
- Les éléments de convergence dans l'élaboration de règles, de principes et de positions internationales communes

<sup>8</sup> <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/11/28/fact-sheet-high-level-working-group-jobs-and-growth>



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 10, novembre 2012

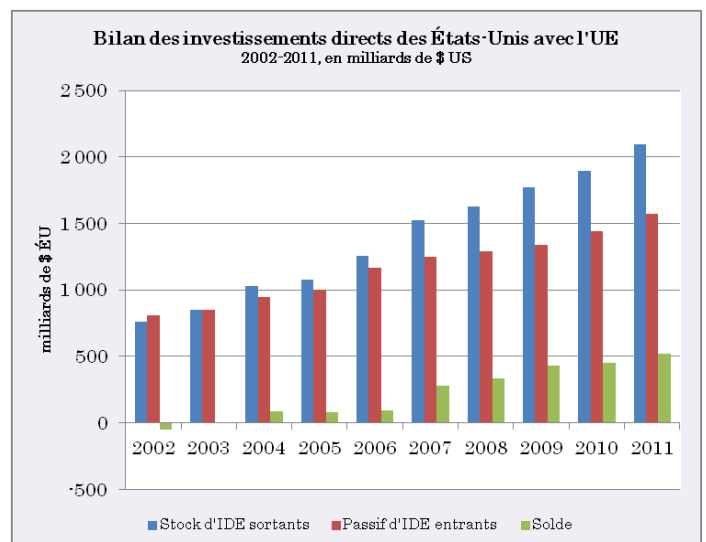
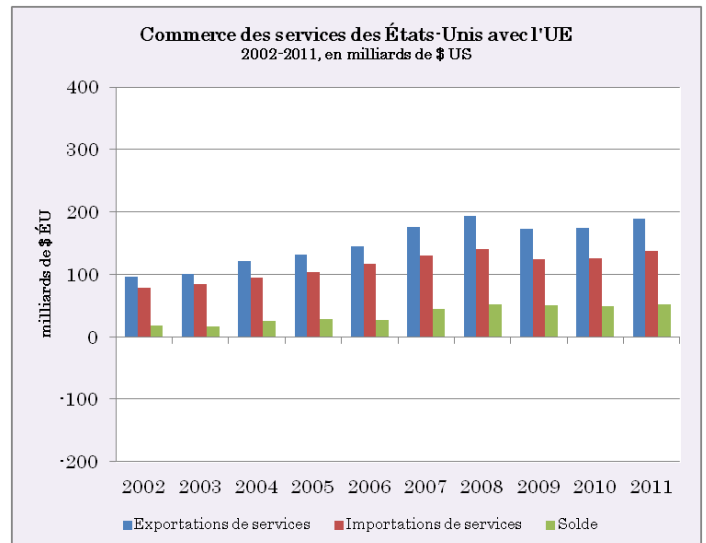
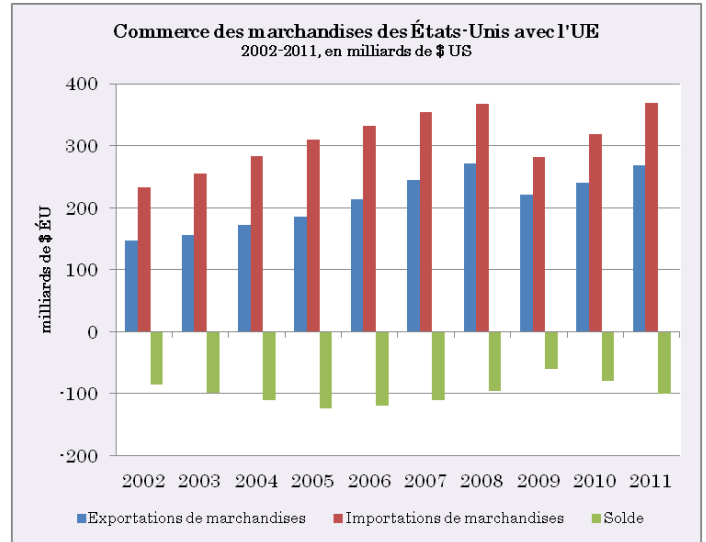
En juin 2012, un rapport intérimaire du groupe de travail de haut niveau sur la croissance et l'emploi concluait déjà qu'un accord commercial transatlantique en profondeur entre l'Union européenne et les États-Unis était souhaitable.<sup>9</sup> Il invitait cependant du même coup à la prudence, soulignant que des contentieux relatifs aux DPI, à la cohérence réglementaire ou aux mesures SPS pourraient limiter l'étendue d'un éventuel accord. Les conclusions officielles du groupe de travail sont attendues en décembre de cette année, après l'élection présidentielle de novembre.

Pour consulter la résolution du Parlement européen du 23 octobre 2012 sur les relations commerciales et économiques avec les États-Unis, voir :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2012-0388+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

Sources : Parlement européen, « Un accord commercial avec les États-Unis mais pas à n'importe quel prix », 23 octobre 2012, en ligne :

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/pressroom/content/20121019IPR54034/html/Un-accord-commercial-avec-les-%C3%89tats-Unis-mais-pas-%C3%A0-n%27importe-quel-prix> ; Robin Emmott et Doug Palmer, « EU, U.S. to negotiate free-trade deal from spring 2013: officials », *Reuters*, 17 octobre 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/10/17/us-eu-usa-trade-idUSBRE89G0KT20121017> ; « U.S., EU seek to tackle trade barriers in advance of HLWG Final Report », *Inside US Trade*, vol. 30, no 41, 19 octobre 2012.



<sup>9</sup> Pour consulter le rapport intermédiaire du groupe de travail de haut niveau sur l'emploi et la croissance, voir : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/reports-and-publications/2012/interim-report-eu-us-working-group>



---

## Études économiques et articles connexes

### Récemment dans l'actualité :

Anna Yukhananov, « U.S., Panama to inaugurate free-trade pact next week », *Reuters*, 22 octobre 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/10/22/us-usa-panama-trade-idUSBRE89L12C20121022>

Doug Palmer, « U.S. sets steep final duties on Chinese solar panels », *Reuters*, 11 octobre 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/10/11/us-usa-china-solar-idUSBRE8991NR20121011>

George Soros, « The Tragedy of the European Union and How to Resolve It », *The New York Review of Books*, 27 septembre 2012, en ligne : <http://www.nybooks.com/articles/archives/2012/sep/27/tragedy-european-union-and-how-resolve-it/>

Doug Palmer, « US, trade allies push for international services talks », *Reuters*, 19 septembre 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/09/19/wto-services-idUSL1E8KJ8Q520120919>

Elke Larsen, « Making Waves in Rarotonga: Clinton's Three Messages about U.S. Pacific Strategy », *Center for Strategic and International Studies*, 7 septembre 2012, en ligne : <http://csis.org/publication/making-waves-rarotonga-clintons-three-messages-about-us-pacific-strategy>

« The Trans-Pacific Partnership and the Future of International Trade », *Wilson Center*, août 2012, en ligne : <http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/TPP%20Event%20Summary.pdf>

Uri Dadush, Shimelse Ali et Zaahira Wyne, « What Does the U.S. Election Mean for the World Economy? », *CEIP International Economic Bulletin*, 2 août 2012, en ligne : <http://www.carnegieendowment.org/2012/08/02/what-does-u.s.-election-mean-for-world-economy/d5mp>

### Études économiques et commerciales :

Elisabeth Tuerk and Faraz Rojid, « Towards a New Generation of Investment Policies: UNCTAD's Investment Policy Framework for Sustainable Development », *Investment Treaty News*, 30 octobre 2012, en ligne : <http://www.iisd.org/itn/2012/10/30/towards-a-new-generation-of-investment-policies-unctads-investment-policy-framework-for-sustainable-development/>

Sheryl Tibung, « A Primer on the Trans-Pacific Partnership », *Stimson*, 9 octobre 2012, en ligne : <http://www.stimson.org/summaries/a-primer-on-the-tpp/>

Michael Mandel, « Beyond Goods and Services: The (Unmeasured) Rise of the Data-Driven Economy », *Progressive Policy Institute Memo*, 4 octobre 2012, en ligne : <http://www.progressivepolicy.org/2012/10/beyond-goods-and-services-the-unmeasured-rise-of-the-data-driven-economy/>

« World Economic Outlook (WEO) », *IMF*, octobre 2012, en ligne : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/02/index.htm>

Daniel W. Drezner, « The Irony of Global Economic Governance: The System Worked », *Council on Foreign Relations*, octobre 2012, en ligne : <http://www.cfr.org/international-organizations/irony-global-economic-governance-system-worked/p29101>





## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 10, novembre 2012

Robert Z. Lawrence, « How Can Trade Policy Help America Compete? », *Peterson Institute Working Paper 12-21*, octobre 2012, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2246>

Marcus Noland, Donghyun Park et Gemma B. Estrada, « Developing the Services Sector as Engine of Growth for Asia: An Overview », *Peterson Institute Working Paper 12-18*, octobre 2012, en ligne : <http://www.piie.com/publications/wp/wp12-18.pdf>

Jeffrey J. Schott et Julia Muir, « Prospects for Services Trade Negotiations », *Peterson Institute Working Paper 12-17*, octobre 2012, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2234>

Marc Dempsey, « Latin America: A Region in Transition », *Inter-American Dialogue*, 27 septembre 2012, en ligne : <http://www.thedialogue.org/page.cfm?pageID=32&pubID=3094>

David Davidson, Ian Faulds et Stephanie Messa, « Metrics of Policy Effects at the Canada - U.S. Border: The National Export Initiative and the Effort to "Green the Border" », *Border Policy Brief, vol. 7, no 4*, automne 2012, en ligne : [http://www.wvu.edu/bpri/files/2012\\_Fall\\_Border\\_Brief.pdf](http://www.wvu.edu/bpri/files/2012_Fall_Border_Brief.pdf)

Joanna Klonsky, Stephanie Hanson et Brianna Lee, « Mercosur: South America's Fractious Trade Bloc », *Council on Foreign Relations*, 31 juillet 2012, en ligne : <http://www.cfr.org/trade/mercosur-south-americas-fractious-trade-bloc/p12762>

Michael D. Bordo et Joseph G. Haubrich, « Deep Recessions, Fast Recoveries, and Financial Crises: Evidence from the American Record », *NBER Working Paper No. 18194*, juin 2012, en ligne : <http://www.nber.org/papers/w18194>

---

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



[http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id\\_mot=278](http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278)